

# Conclusion

## **Colons, seigneurs, administrateurs et soldats dans les constructions impériales**

La courte durée et le déterminisme historique alimentent une forme particulière de myopie. Nous sommes prisonniers du présent, nous surestimons à chaque instant la portée des événements courants et, en même temps, nous cherchons dans le passé des signes anticipateurs, comme si l'histoire suivait inexorablement des rails déjà posés. Ainsi, lorsque nous parlons de « globalisation » au xviii<sup>e</sup> siècle ou bien que nous considérons l'expansion européenne à cette époque comme le prélude de sa suprématie mondiale à venir, nous commettons une double faute : nous exagérons l'importance de l'Europe et de l'Angleterre d'alors et nous donnons crédit à une histoire déterminée à l'avance. En réalité, en 1689, personne n'aurait misé sur la suprématie mondiale de l'Europe et, même un siècle plus tard, cette issue n'était pas acquise. La Révolution française suit de quelques années celle de Saint-Domingue : les fruits de la première seront visibles plusieurs décennies plus tard ; ceux de la seconde (les formes extrêmes de la dépendance hors d'Europe et la décolonisation) sont encore d'actualité. En cette même année 1789, l'Angleterre vient juste d'occuper le Bengale ; l'Asie a encore de l'avance.

Pourtant, un siècle plus tard, cette hiérarchie aura été complètement bouleversée ; l'Occident domine la planète. Alors que jusque-là ce phénomène était pour ainsi dire au-delà de toute anticipation, il est désormais tenu pour acquis pour l'éternité : à la myopie face au futur répond l'incapacité de saisir l'instabilité du présent. Laissons s'écouler encore un siècle. En 1989, la chute de l'URSS semble définitivement consacrer l'avance acquise par l'Occident et son modèle.

Qui aurait misé alors sur l'Asie ? Vingt ans plus tard, ces anticipations auront été largement désavouées. Le temps serait-il venu enfin pour que le métier d'historien serve moins à prédire le futur ou à l'inscrire dans une relation mécanique avec le passé qu'à ouvrir des perspectives sur des mondes possibles souvent disparus, parfois hypothétiques et pourtant bien réels ?

Il n'est pas question d'évaluer les performances de la Russie, de la Chine et de l'Inde à l'époque moderne sur la base du « modèle européen » constitué en idéal avec la ville, la bourgeoisie, la propriété privée, la technologie, la révolution industrielle et militaire. Non seulement parce que d'autres modalités de développement sont possibles, mais aussi parce que, dans sa forme pure, ce schéma n'est pas même valable pour l'Europe<sup>311</sup>. En même temps, il faut éviter de passer d'un eurocentrisme à un autre, en l'occurrence d'une histoire centrée sur l'Europe occidentale, à une histoire qui placerait l'Inde, la Chine ou la Russie à l'origine des principales dynamiques historiques. En effet, ni le succès anglais, ni, auparavant, la construction et l'évolution des trois empires asiatiques – mandchou, russe et moghol – n'avait rien de prédéterminé. Ces constructions ont été le résultat de conjonctures historiques particulières dans lesquelles les relations entre plusieurs pouvoirs se superposent à celles, à l'intérieur de chaque empire, entre paysans, élites administratives et militaires et propriétaires fonciers. Du point de vue strictement géopolitique, il est erroné de se référer à des entités appelées Chine, Russie et Inde telles que nous les connaissons de nos jours. Pendant des siècles, ces entités ont changé d'étendue, de dénomination et d'élites. Leur cœur et leur frontière n'ont pas été toujours les mêmes, loin de là. Le cœur de la Chine se déplace du nord au sud-est puis au sud-ouest ; celui des Moghols va de Kaboul à Agra et à Delhi ; le pouvoir moscovite, enfin, quitte le nord et Novgorod pour aller vers Moscou, puis vers les steppes. Il faudra donc éviter un regard rétrospectif et ethnocentrique : aucune nécessité historique n'appelait à l'émergence d'un Empire chinois, russe ou indien et, surtout, chacun de ces empires a connu la participation de plusieurs entités territoriales, ethnies et

311. Sur ces aspects, voir Alessandro Stanziani, *Rules of Exchange. French Capitalism in Comparative Perspective*, op. cit.

pouvoirs sans qu'on puisse identifier une suprématie des Russes sur les autres populations d'Asie centrale, des Han sur les Mandchous ou des hindous sur les autres populations et religions du sous-continent indien. Ces issues sont récentes et ne sauraient être généralisées à l'ensemble de l'histoire de ces régions ni, inversement, être considérées comme définitives.

Dans les trois cas étudiés, l'empreinte des steppes est claire et persistante sur les plans militaire, administratif et géopolitique. L'expansion de ces trois empires serait impensable sans les dynamiques engendrées en Asie centrale à la suite de Gengis Khan et surtout après la tentative de Timur de bâtir un empire eurasiatique. C'est à partir des steppes que ces trois empires se forment ; c'est sur les chevaux et la cavalerie qu'ils appuient l'essentiel de leur force militaire. Finalement, l'expansion des trois empires se fonde sur des politiques d'intégration des élites conquises au sein de l'administration étatique, fiscale et militaire. Même si des tensions sont importantes entre ethnies et religions, elles sont loin d'être décisives entre le xv<sup>e</sup> et le début du xix<sup>e</sup> siècle. La multiplicité d'autorités et de juridictions est la règle ; la force de ces empires ne vient pas du « despotisme asiatique », mais d'une ouverture bien plus grande que celle que bâtissent les Européens à la même époque vis-à-vis de leurs composantes institutionnelles, ethniques et religieuses. Comment expliquer dès lors leurs succès et leurs déboires ?

Il n'est pas question d'opposer un modèle idéal chinois, russe ou même indien aux dynamiques occidentales. Il ne s'agit pas non plus d'approuver ou de réfuter des modalités historiques du développement, mais uniquement de le comprendre. Laissons les jugements de valeur pour nos projets et idéaux de réforme, sans projeter ni écraser l'analyse historique sur ces derniers. Les villes de ces trois empires ne sauraient elles non plus être appréhendées à partir de la conception européenne de la ville, faite de bourgeois, de corporations et se définissant en opposition aux paysans, *villici* et seigneurs ruraux. Les villes chinoises, russes et indiennes sont des centres administratifs et, en même temps, le prolongement des campagnes, de l'océan suivant la région et surtout des steppes, qui constituent des économies-mondes à part entière. Celles-ci ne sont pas tellement le royaume des nomades mais

plutôt des entités militaires, fiscales et administratives complexes : elles transmettent aux trois constructions impériales leur notion et leur pratique de la frontière comme espace mobile et lieu d'expérimentation sociale et politique. En même temps, les steppes comme laboratoire politique n'offrent pas la même solution dans la construction des trois empires. En Inde et en Chine, la gestion impériale et celle de l'armée se trouvent confrontées à des approvisionnements liés essentiellement à la mousson. Cycles saisonniers et équilibres institutionnels s'intègrent dans une interrelation entre steppes, océan, montagnes et plaines. En revanche, l'environnement russe fait que l'approvisionnement et la logistique dépendent du gel du nord. C'est une dynamique différente de celle de la mousson et de l'océan. En tout cas, il est erroné d'associer les trois empires étudiés au despotisme : cette catégorie n'est valable ni en Chine, ni dans l'Inde moghole et même pas en Russie. Dans ces trois cas, l'organisation impériale s'appuie sur l'intégration d'une multitude d'ethnies et de religions, sur une participation active des seigneurs et des paysans dans les activités économiques et marchandes. Aussi, aucun lien clair n'existe entre guerre et croissance économique. Les pouvoirs impériaux à géométrie variable sont assez souvent engagés dans des conflits. Des ressources importantes sont parfois brûlées, mais ce n'est pas systématique. L'issue dépend, entre autres choses, de l'interaction entre environnement, administration et hiérarchies sociales.

Ainsi, les Russes jouent de la diplomatie et exploitent les divisions entre les pays avoisinants. Ils grandissent à l'aide de ces derniers. En même temps, la force de la Russie est de pouvoir désarmer très vite les paysans et de contrôler les « nobles ». La centralisation de la fiscalité et de l'armée, si imparfaite soit-elle, n'en est pas moins réelle. Elle s'appuie sur des réserves granaires et une colonisation importante, permettant de jouer avec des classifications sociales institutionnellement bien définies et pourtant très mobiles en pratique. En Chine, les marchés, loin d'être inexistantes (on ne soulignera jamais assez ce point !), jouent néanmoins un rôle moindre dans l'approvisionnement de la population et de l'armée. C'est moins le blé qui voyage que les hommes (colonisation) et leurs statuts sociaux qui changent.

En revanche, en Chine, le contrôle des paysans est important sur le plan militaire (ils sont désarmés aussi vite que les paysans russes),

moins sur celui de leur mobilité, nettement moins encadrée qu'en Russie. De même, le contrôle des élites de la part du pouvoir central est assuré sur le plan militaire, moins sur celui de la fiscalité. Ces solutions différentes s'accompagnent dès lors d'une intégration plus significative qu'en Russie entre marché et armée. Les réserves militaires et civiles sont interchangeable et les marchands mettent souvent en difficulté l'armée. Lors de l'expansion monétaire, commerciale et militaire occidentale, la Chine ne disposera pas d'un contrôle suffisant de ses finances et de ses marchés. C'est finalement l'excessive confiance dans le marché, que ce soit en matière de nourriture, d'armée ou de postes, qui laisse la Chine ouverte aux nouveaux prédateurs venus d'Occident.

Finalement, les Moghols ne centralisent jamais tout à fait le pouvoir militaire ni la fiscalité. Cette solution se révèle efficace dans la construction de l'empire, moins dans sa consolidation, toujours entamée par des tendances centrifuges; elle montrera ses limites face à l'expansion commerciale du XVIII<sup>e</sup> siècle et à la résurgence des ambitions hindoues et persanes. En même temps, sur la longue durée, cette moindre centralisation assurera des formes souples de résistance, voire des activités économiques indépendantes du pouvoir britannique, gérées et contrôlées par les Indiens eux-mêmes. C'est l'intermédiation qui constitue le point de force de l'Inde, alors que l'échange encadré l'aura été pour la Chine, et la centralisation souple pour la Russie. Ces éléments constituent les principaux points de force de chacun de ces empires à l'époque moderne. Que changent-ils à partir du XIX<sup>e</sup> siècle?

Il faut se défier de l'illusion rétrospective qui porte à voir ces empires comme s'ils étaient voués à suivre un cycle fatal qui les mène de la naissance à la domination puis à la défaite face à «l'Occident». L'issue finale dépend de la manière dont chaque empire – son organisation administrative et fiscale, ses hiérarchies sociales – fait face à l'évolution de l'art militaire, d'une part, à celle des marchés, d'autre part. En réalité, la «révolution militaire» occidentale est une belle invention de l'historiographie, et pendant longtemps les tactiques européennes ont du mal à s'imposer hors d'Europe. Les progrès des Anglais s'appuient sur leur expérience en Inde, donc sur le recours à

des soldats indigènes et à des tactiques adaptées aux conditions locales. Plutôt qu'une « révolution militaire » se réalisant hors d'Europe, nous découvrons l'impact décisif des techniques et des tactiques non européennes sur celles des Européens. La décadence progressive du rôle de la cavalerie hors d'Europe sera décisive dans la survie, par exemple, du régime moghol et des États qui lui succèdent. Ces entités ne sauraient renoncer à la cavalerie sans bouleverser radicalement leur équilibre social, politique et fiscal. Autrement dit, plutôt que la supériorité militaire européenne en tant que telle, c'est la manière dont elle peut se fondre dans les tactiques et techniques militaires locales hors d'Europe qui fait la différence. La EIC y parvient grâce à ses ressources financières et aux *sepoys*; les États post-moghols ont du mal du fait de leurs finances défaillantes et de l'opposition des élites guerrières à toute innovation.

En revanche, la Russie, qui avait très tôt centralisé finance et armée, est en mesure d'accomplir ce passage : lorsque Pierre le Grand décide d'introduire des armes et des tactiques occidentales, il peut s'appuyer sur des décennies d'expérimentation de cette solution sur les fronts occidentaux. Il en va de même pour le marché, assez important en Chine, encore plus en Inde où il encourage des tendances centrifuges et facilite la compénétration entre réseaux marchands locaux et pouvoirs occidentaux. Rien de tel en Russie, où les autorités centrales contrôlent à la fois les marchés et l'émission monétaire. Face à l'expansion occidentale, la solution administrative russe se révèle plus efficace que la décentralisation et la commercialisation indiennes et chinoises.

Vu d'Asie, le succès de l'Occident, indéniable, est donc à relativiser dans l'espace comme dans le temps. La Russie n'a jamais été terre de conquête de l'Occident; au contraire, depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, elle a toujours eu sa place dans la cour des grands. La Chine, elle, connaît un repli au XIX<sup>e</sup> siècle; cependant, nous savons désormais que ses conséquences sont moins importantes qu'on l'affirmait autrefois. La pénétration occidentale se résume à quelques régions côtières et à l'opium. L'Inde, enfin, est conquise par les Anglais certes, mais lentement, avec difficulté, et elle n'est jamais complètement surpassée sur le plan économique. Pendant trop longtemps, partisans et critiques de

## CONCLUSION

l'impérialisme anglais ont exagéré la chute de l'économie indienne au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>312</sup>. C'est donc à l'époque de la puissance militaire et économique fondée sur la standardisation des tâches, des outils et des armes que l'Occident aura exprimé le mieux sa force. Avant cela et après le fordisme, le Viêt Nam et une décolonisation jamais véritablement achevée, ce sont à nouveau des modalités de croissance et d'organisation administrative et militaire propres aux puissances non-européennes – asiatiques en particulier – qui s'imposent.

312. Sur ces nouvelles approches en histoire économique de l'Inde, voir Tirthankar Roy, *The Economic History of India*, *op. cit.*